



PLENIERE DU 20 MARS 2006

DEBAT DE POLITIQUE GENERALE

*Intervention de Jean-Pierre Girod,
pour le groupe des élus Verts*

**E.P.R. : ANTI-ECONOMIQUE, ANTI-SOCIAL,
ANTI-ENVIRONNEMENTAL**

Pour justifier le nucléaire, les décideurs politiques et scientifiques affirment beaucoup de choses :

1. Les mensonges du nucléaire

Tchernobyl, la pollution s'arrête à la frontière.

Le 26 mai 1986, la centrale nucléaire de Tchernobyl explose. Tous les pays d'Europe prennent des mesures sanitaires d'urgence pour protéger les populations, sauf la France où tous les médias diffusent qu'il n'y a aucun danger !

L'énergie nucléaire ne coûte pas cher

Le prix de l'électricité nucléaire ne tient pas compte :

- Des investissements de l'Etat pour lancer la filière nucléaire ;
- Du coût énorme de la recherche publique sur le nucléaire civil ;
- Du coût réel du démantèlement des centrales (la cour des Comptes a même dénoncé EDF) et de la surveillance du stockage sur des milliers d'années.

Et ce sont les impôts qui vont combler ce gouffre financier ! Le nucléaire n'est pas compétitif et ne nous rend pas indépendant puisque comme le pétrole l'uranium est importé à 100 %.

2. *L'électricité pour 60 ans, les déchets pour 100 000 ans*

Le plutonium perd la moitié de son activité en 24 000 ans !

Pour faire accepter l'EPR les pouvoirs publics bluffent en affirmant qu'ils ont une solution fiable pour les déchets. L'État sort une solution de son chapeau : le stockage géologique en profondeur. Alors que rien n'est encore mis en place.

Les centrales nucléaires, ainsi que les centres de stockage, rejettent des produits radioactifs dans la nature en permanence. Cette pollution est dangereuse pour l'environnement et la santé.

Dernier argument qui fait frémir : nous ne sommes pas à l'abri d'un accident nucléaire majeur en France, au vu des nombreux dysfonctionnement.

3. **NON A L'EPR, NI A PENLY NI A FLAMMANVILLE - OUI AUX ECONOMIES D'ENERGIE, AUX ENERGIES RENOUVELABLES, ET AU CHOIX DEMOCRATIQUE DES CITOYENS**

La construction d'un réacteur EPR (European Pressurized Reactor) est un projet inutile, coûteux et dangereux que l'on veut nous imposer. C'est une mauvaise décision à tous les points de vue :

- *Energétique* : La France n'a besoin d'aucune nouvelle grande capacité de production électrique avant plusieurs décennies. Le nucléaire ne contribue qu'à hauteur de 15 % de la consommation énergétique finale en France. Il n'est donc pas une réponse au réchauffement climatique.
- *Economique* : Ce chantier EPR va mobiliser plusieurs milliards d'Euros qui ne seront pas disponibles pour les économies d'énergie et les énergies renouvelables et pour la Recherche sur les solutions alternatives.
- *Social* : Les énergies renouvelables sont bien plus créatrices d'emplois et porteuses d'avenir. A investissement équivalent, un programme éolien produirait, par exemple, deux fois plus d'électricité et créerait près de 5 fois plus d'emplois.
- *Environnemental* : L'EPR n'apporte aucune amélioration notable du point de vue de la sûreté et de la gestion des déchets radioactifs.

4. Pour nous, élus haut-normands, la seule urgence est donc :

- ✓ Les économies d'énergie : mise en place d'un plan national décliné régionalement, visant à diviser par 4 toutes nos consommations.
- ✓ L'efficacité énergétique : en rééquilibrant notre effort de recherche en consacrant 50 % du budget public pour la recherche – développement à la maîtrise de l'énergie fossiles (les transports, le résidentiel,...) et aux énergies renouvelables pour que leur rendement soit encore meilleur.
- ✓ Les énergies renouvelables : nous ne devons plus prendre de retard si nous voulons respecter nos engagements internationaux (en portant la part des énergies renouvelables à 21 % en 2010). Ceci implique des moyens financiers importants, incompatibles avec ceux prévus pour l'EPR.
- ✓ Et la responsabilisation des consommateurs et des décideurs : le développement durable nécessite que le prix de vente d'un produit ou d'un service doit inclure obligatoirement les coûts de dégradation de l'environnement ou de la santé publique qu'il est susceptible de générer.

53 % des français sont favorables à un arrêt progressif du programme nucléaire français (sondage Ifop de septembre 2005) et qu'ils sont 92 % à souhaiter le développement de l'énergie éolienne par exemple.

En tant qu'écologistes, les conseillers régionaux verts, sont convaincus que l'EPR, imposé par le gouvernement, mènera notre pays dans une triple impasse : environnementale, sanitaire et financière.

C'est pourquoi, nous avons créé un collectif d'élus haut-normands et appelons tous les élus à signer cet appel contre l'EPR et à soutenir le rassemblement de Cherbourg contre l'EPR, les 15 et 16 avril 2006.